Convention citoyenne pour le climat : caramba, encore raté!

CH charliehebdofr/2020/06/ecologie/convention-citoyenne-pour-le-climat-caramba-encore-rate

Gilles Raveaud, *Charlie Hebdo*, 22 juin 2020

22 juin 2020

La Convention citoyenne pour le climat est une expérience démocratique originale dont on pouvait attendre un message clair : oui, le confort, c'est agréable, mais il faut y renoncer. Au lieu de cela, elle a aligné des mesures basiques qui auraient dû être adoptées depuis longtemps. La seule piste intéressante était la proposition de réduire le temps de travail. Mais elle a finalement été rejetée.

Exclu Web

Transports, logement, bouffe, travail, consommation... Les travaux de la Convention ont été exhaustifs. Le secteur le plus polluant est celui des transports, vous savez, votre si agréable voiture. Les conventionnalistes ont proposé des mesures utiles : réduire à 110 km/h la vitesse maximum sur autoroute ; cesser, en 2025, la vente de véhicules « très polluants », dont l'accès aux centres-villes sera interdit ; réduire la TVA sur les billets de train ; fermer certaines lignes aériennes intérieures et ne pas construire de nouveaux aéroports

Mais on est quand même très loin du compte. Il faut virer la bagnole des centres-villes, passer à 30 km/h en ville, subventionner à mort le train (suppression de l'absurde TVA), et supprimer la grande majorité des liaisons aériennes, non seulement en France évidemment, mais aussi Europe.

Logement : la rénovation doit être gratuite

Concernant le logement, la Convention propose l'obligation de rénover énergétiquement tous les domiciles d'ici 2040, et dès 2030 pour les passoires énergétiques, d'instaurer des guichets uniques de proximité et d'aides, en particulier pour les plus modestes, et de supprimer... les terrasses chauffées et l'éclairage des magasins la nuit, deux inventions qui n'auraient évidemment jamais dû exister.

Mais les amis, si vous voulez vraiment rénover les bâtiments, la solution est simple : c'est aux pouvoirs publics, notamment les communes, de payer la totalité des travaux. Cela ne doit rien coûter aux habitants, sinon cela ne sera pas fait – et d'ailleurs cela ne se fait pas. L'État, qui emprunte à 0% sur les marchés financiers, pourrait avancer l'argent aux municipalités. Celles-ci se rembourseraient, sur des décennies, en percevant la baisse de facture énergétique des ménages, qui continueraient à payer autant qu'avant à EDF ou GDF – mais qui n'auraient pas payé les travaux.

À LIRE AUSSI : « La bagnole, ça tue, ça pollue et ça rend con »

Demain, tous végétariens !

À propos de la bouffe, la Convention prévoit l'instauration de deux repas végétariens par semaine dans la restauration collective à partir de 2025 ; 50 % des terres agricoles en agroécologie en... 2040 ; et une diminution par deux des pesticides d'ici à 2025.

Mais c'est beaucoup trop timide. Il est tout à fait anormal de ne pas disposer d'ores et déjà d'une alternative végétarienne chaque jour à la cantine dans les écoles, collèges, lycées, universités et cantines d'entreprise. Plus encore, il faut réduire massivement la consommation de viande, en ne proposant un choix carné que deux fois par semaine au maximum. Ce n'est quand même pas dur de manger des pâtes, du riz, des patates et des légumes, éventuellement avec un peu de poisson. Et cela fera faire des économies considérables à tout le monde.

Par ailleurs, l'agriculture doit devenir 100 % bio le plus vite possible. Et il faut se passer des pesticides. Dans les deux cas, c'est nécessaire pour la santé des agriculteurs et la nôtre, et on sait comment faire. (Amies travailleuses de la terre, amis laboureurs, si vous manquez d'idées, tout est ici).

Supprimer la pub, le début du début

La Convention prévoit également d'interdire la pub pour « les produits très polluants », et de supprimer les panneaux publicitaires dans les espaces publics.

Mais, les gars ! La sauvegarde de la planète nécessite la suppression totale de la pub, sans laquelle personne ne peut sortir de la surconsommation. Personne n'est capable de résister au flux d'images, de sons, de tentations, sur le téléphone, dans la rue, partout, partout partout ! Surtout que les fils de pub savent très bien jouer avec nos émotions, susciter le désir, la frustration, l'envie d'avoir mieux que son pote, pfff.

Supprimer la pub est le pas le plus décisif et le plus facile à entreprendre. Oui, cela détruira quelques dizaines de milliers d'emplois, mais on l'a fait pour la sidérurgie, alors...

À LIRE AUSSI : Écologie : comment la mettre au cœur du monde d'après ?

Moins travailler pour moins consommer

La seule proposition vraiment intéressante des conventionnalistes était le passage de la semaine de travail de 35 à 28 heures hebdomadaires. On peut regretter de proposer une mesure aussi rigide : pourquoi ne pas laisser chacun choisir la façon de réduire son temps de travail, semaine de quatre jours, année sabbatique, etc. ?

Cependant, l'idée est bonne : les études montrent que, à revenu égal évidemment, les personnes qui travaillent moins consomment moins, car elles ont plus de temps pour jardiner, réparer, cuisiner... plutôt que de tout acheter tout le temps. Sans doute parce qu'elles sont moins stressées aussi, moins « speed ». C'est ce que nous avons été nombreuses et nombreux à apprendre durant le confinement.

Mais la proposition de « *réduire le temps de travail, sans perte de salaire* » a été rejetée par 65 % des 150 membres de la Convention. Pour les opposants, cette proposition, « *indéfendable dans le contexte actuel* », aurait « *discrédité la convention* », certains la jugeant « hors mandat » par rapport aux émissions de gaz à effet de serre. Pour une participante, « *ce sont toujours les mêmes qui travaillent moins, et toujours les mêmes qui travaillent plus et pour des salaires minables* ».

À l'inverse, d'autres conventionnalistes ont souhaité « *dire que le modèle et le système ne nous conviennent pas* ». En effet, il « *est important d'accorder des heures au bénévolat, à la démocratie* ». De plus, l'argument de la réduction du temps de travail pour des raisons sociales, psychologiques, démocratiques et écologiques est défendu depuis longtemps par des économistes comme Jean Gadrey ou Michel Husson (que je considère comme les deux meilleurs économistes français, mais ce n'est que mon avis).

Et pourtant, le temps de travail baisse

Mais ce qui est problématique, c'est que les participants à la Convention, et la société dans son ensemble, ignorent deux faits. D'une part, la croissance ne crée pas d'emplois. Pourquoi? Parce que les gains de productivité – les machines, les robots, les caisses automatiques... – diminuent plus vite le nombre d'heures de travail nécessaires que la hausse de la production n'en crée.

De ce fait, dans les pays riches, on travaille 1 000 heures de moins par an en 2020 qu'il y a un siècle, oui oui, 1 000 !, alors que la quantité de bidules produits a explosé. En 1933, Einstein écrivait : « *Ce même progrès technique qui pourrait libérer les hommes d'une grande partie du travail nécessaire à leur vie, est le responsable de la catastrophe actuelle* ». C'est toujours vrai aujourd'hui. Mais comme on ne l'apprend pas au lycée ni à l'ENA...

À LIRE AUSSI : Londres : le monde médical appelé au chevet du climat

Se limiter, c'est le progrès

En fait, c'est ce que Fabrice Nicolino m'a appris de plus fondamental, le problème est que nous refusons l'idée de limite, car, dans nos esprits occidentaux, elle s'oppose à la notion de progrès. Pourtant, nos économies doivent décroître, et dans des proportions considérables. Même Jean-Michel Apathie l'a compris, c'est dire. Comme il l'a dit entre deux pubs sur Europe 1, les canicules ne sont pas naturelles, mais bien « politiques », car elles résultent de nos décisions.

L'autre problème, c'est que ceux qui comprennent le problème écologique ne sont ni nos gouvernants, qui courent d'une crise à l'autre, ni, manifestement, les 150 citoyens pourtant exposés au problème durant des mois de travail, ni vous, ni moi. Dans ce domaine, ceux qui ont raison, ce sont les scientifiques. Contrairement à ce qui s'est passé avec la Covid, il existe un consensus entre eux, depuis des décennies.

Par exemple, l'astrophysicien Aurélien Barrau explique très bien, pour des raisons strictement physiques, l'inévitabilité de la réduction de nos déplacements, de notre chauffage, de nos achats de fringues neuves, de notre consommation de bidoche, etc. : soit nous l'organisons, soit nous la subirons, et plus vite que nous le pensons, du fait du manque de ressources naturelles.

Comme le dit Aurélien Barrau, « *si on ne décroît pas, nous allons évidemment à la catastrophe* ». Sa démonstration ne dure que 7 petites minutes, elle est limpide et implacable. Un collégien la comprend parfaitement. Les membres de la Convention avaient forcément connaissance de ces arguments, qui sont les mêmes que ceux du GIEC. Et pourtant. ●